Monsieur le président de la République,

la grande braderie des modes d'accueil, ça suffit !!

Nous décrétons l'ALERTE GÉNÉRALE pour la petite enfance !

Le 8 avril est venu "confirmer la vigueur d'un mouvement d'une ampleur inédite dans le secteur de la petite enfance" (AFP).
En effet, professionnels et parents ne lâchent rien face aux contre-vérités énoncées par Mme Morano :

- **oui,** les taux d'encadrement actuels demeurent mais ils deviennent théoriques, contournés par l'accueil en surnombre de 120% et, dans les jardins d'éveil, où le taux d'encadre ment sera de 1 pour 12 au lieu de 1 pour 8 ;
- **non**, la baisse du quota de professionnel-LE-s les plus qualifié-E-s ne favorise pas les titulaires d'un CAP petite enfance mais déqualifie globalement des métiers exercés essentiellement par des femmes, au mépris de leur promotion professionnelle ;
- **non**, le gouvernement ne crée pas 100 000 places d'accueil collectif, 37 000 l'étant par *"l'amélioration du taux d'occupation"*... qui correspond au surnombre de 120% ; simultanément il détruit des milliers de places en école maternelle pour les enfants de 2 à 3 ans ;
- **oui,** le temps de formation initiale des assistantes maternelles pourrait être réduit de moitié et le projet de Maisons d'Assistantes Maternelles (MAM) créerait des structures collectives sans norme de fonctionnement.

COLLECTIF 33

ACEPP33/47; ANAP; ANPDE; CADRESPE; CFDT; CGT; FNEJE; SNUP

Nous parlons du bien-être des bébés,, on nous répond optimisation du taux d'occupation.

Le président de la République n'avait pas annoncé aux parents qu'augmenter l'offre d'accueil se traduirait par la dégradation de la qualité d'accueil des tout petits.

Un gouvernement qui reste sourd à la mobilisation exceptionnelle de la petite enfance, c'est :

⇒ **un gouvernement qui n'aime pas les bébés**
⇒ **et méprise parents & professionnels !**

Le président de la République va-t-il enfin prendre des décisions favorables à la cause des enfants et en faveur d'un accueil de qualité ?

Nous décrétons l'ALERTE GÉNÉRALE pour la petite enfance et adressons solennellement au président de la République notre exigence :

- de retrait du nouveau décret sur l'accueil collectif et de la proposition de loi sur les Maisons d'Assistantes Maternelles ;
- d'exclusion des modes d'accueil de la directive Services
- de rétablir les postes d'enseignants supprimés en maternelle ;
- **un PLAN D'URGENCE pour la Petite Enfance.**

Nous appelons à une mobilisation qui redouble d'envergure , avec :

⇒ **des rencontres avec les groupes parlementaires ;**
⇒ **le 29 avril à l'Assemblée nationale, un point de presse pour le retrait de la proposition de loi sur les MAM ;**
⇒ **le 1er mai, présence du Collectif aux manifestations,**
⇒ **une intervention auprès des élus locaux et des employeurs afin qu'ils prennent position pour le retrait du nouveau décret sur l'accueil collectif et qu'ils s'engagent à ne pas l'appliquer;**
⇒ **l'envoi par tous les professionnel-LE-s et parents d'un courrier au Président *, accompagné de l'argumentaire contre le décret** (http://www.pasdebebesalaconsigne.com/DOC/)

⇒ jeudi 6 mai, journée de GRÈVE GÉNÉRALE DE LA PETITE ENFANCE

MANIFESTATION à Bordeaux à 17 heures Place Stalingrad (Pont de Pierre)

Nous terminerons par un pique nique place Pey Berland face à la mairie

⇒ samedi 29 mai, MANIFESTATION parents-professionnel-LE-s

33 Pas de bébés à la consigne ! 33